

Le pouvoir profite de COVID-19 pour accélérer la répression, accuse Amnesty

Le pouvoir profite de la pandémie de COVID-19 pour accélérer la répression contre les militants du Hirak, a dénoncé Amnesty International dans un communiqué posté sur son site.

''Les autorités algériennes profitent de la pandémie de COVID-19 pour accélérer la répression contre les militants du Hirak, jeter les opposants en prison et réduire les médias au silence. Demandez aux autorités de libérer immédiatement tous les détenus d'opinion'', lit-on dans le communiqué.

''Face à la propagation de la pandémie de COVID-19, les militants et militantes ont suspendu les manifestations pacifiques du Hirak. Les autorités, elles, n'ont pas suspendu leurs actions contre eux. Le gouvernement a réprimé le mouvement en arrêtant et en emprisonnant de nombreuses personnes'', a

Pour Amnesty, les autorités sanctionnent les militants pour avoir fait usage de leur liberté d'expression et, dans le même temps, elles mettent en péril leur santé, étant donné les risques de propagation du COVID-19 en prison.

Entre le 7 mars et le 13 avril, au moins 20 militants ont été convoqués pour être interrogés par la police, ou interpellés et placés en détention provisoire, ou condamnés pour des accusations liées uniquement à l'exercice de leur droit à la liberté d'expression ou de réunion pacifique dans divers endroits en Algérie. Au moins 32 personnes arrêtées de manière arbitraire pendant les manifestations du Hirak sont aujourd'hui encore derrière les barreaux.